

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 30 JUIN 2013



Sommaire

FAITS MARQUANTS	3
L'ACTIVITÉ	5
COMPTES CONSOLIDÉS	9
FACTEURS DE RISQUES	12
PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT	12

FAITS MARQUANTS

Premier semestre

Caixa Seguros filiale de CNP Assurances au Brésil, prend le contrôle de Previsul

CNP Assurances, via sa filiale brésilienne CAIXA SEGUROS, a finalisé en mars 2013 l'acquisition de 70 % du capital de Previsul, compagnie d'assurance spécialisée en assurance de personnes. Previsul est présente depuis 106 ans sur le marché brésilien et en particulier dans l'état du Rio Grande do Sul.

Cet investissement de 70 M BRL (27 M€) s'inscrit dans la stratégie de croissance de CAIXA SEGUROS. La filiale brésilienne de CNP Assurances intervient sur les secteurs de l'assurance vie, de la retraite, de la prévoyance, de l'assurance dommages et de la santé.

La prise de contrôle de Previsul a pour objectif de renforcer l'implantation du groupe dans la région sud du Brésil, un marché de 24 millions d'habitants à forte identité régionale.

Previsul est une compagnie fondée en 1906, spécialisée en assurance de personnes, avec un portefeuille de près de 600 000 assurés, un effectif de 143 collaborateurs et près de 3 000 courtiers partenaires. L'entreprise a enregistré en 2012 un chiffre d'affaires de 146,5 M BRL (57 M€) et un résultat net de 5,9 M BRL (2,3 M€).

Au sein de CAIXA SEGUROS, Previsul continuera de s'affirmer comme une importante compagnie d'assurance de la région sud du pays et accélèrera son développement.

Cette acquisition est parfaitement en ligne avec l'ambition de CNP Assurances de développement au Brésil en complétant son maillage géographique et en diversifiant ses canaux de distribution.

Conséquences de la crise chypriote

Le 25 mars dernier, l'Eurogroupe a décidé la mise en œuvre d'un plan de sauvetage de l'économie de la République de Chypre.

Ce plan de sauvetage prévoit notamment la mise en liquidation de Laiki Bank, le partenaire avec lequel le groupe CNP Assurances a un accord depuis 2008, dont les dépôts transférés à d'autres établissements sont passibles d'une décote.

Avant la crise, le total des actifs du groupe CNP LIH s'élevait à 706 M€ dont 186 M€ sur la contrepartie Laiki Bank, essentiellement en dépôts bancaires (156 M€).

Le Groupe a décidé, dès l'arrêté de mars 2013, de provisionner tous ces actifs ; au total, l'évaluation actuelle de la dépréciation des actifs bancaires détenus par CNP LIH a un impact de 14 M€ sur le résultat consolidé (part du groupe).

De plus la situation économique et financière de Chypre a conduit à enregistrer dans le résultat une dépréciation du Goodwill et de la valeur du portefeuille de contrats à hauteur de 50 M€ (part du groupe).

Succès du paiement du dividende 2012 en actions

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société, réunie le 25 avril 2013, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2012, soit 0,77 € par action, et a décidé que chaque actionnaire pourrait opter pour le paiement du dividende soit en numéraire soit en actions nouvelles de la Société.

L'option pour le paiement du dividende en actions nouvelles, qui pouvait être exercée du 30 avril 2013 au 21 mai 2013 inclus, a largement retenu l'intérêt des actionnaires de la Société, notamment ses actionnaires de référence (la Caisse des dépôts et consignations, Sopassure¹ et l'Etat) : 88,8 % des droits à dividende ont été exercés en faveur du paiement en actions.

¹ Holding détenu par La Banque Postale (50,1%) et par le groupe BPCE (49,9%)

Cette opération se traduit par la création de 43 118 302 actions nouvelles, soit une augmentation du capital de 438 944 314 €. Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1er janvier 2013, sont assimilables aux actions ordinaires de la Société déjà admises aux négociations sur le marché NYSE Euronext Paris.

À l'issue de cette opération, le capital social est composé de 686 618 477 actions de 1 euro de nominal.

Récompense pour la gestion d'actifs

Le Revenu a procédé le 23 mai à la remise de ses 27ème Trophées, qui priment les meilleurs fonds d'investissements. L'hebdomadaire du placement en bourse récompense dans trois catégories – assureurs, grands réseaux bancaires et établissements indépendants - les gérants les plus performants sur trois et dix ans.

CNP Assurances s'est vu remettre le Trophée d'or de la meilleure gamme sur trois ans en actions européennes et le Trophée de bronze de la meilleure performance globale sur trois ans.

L'Agefi prime le produit Prévoyance du locataire conçu pour les Caisses d'épargne

CNP Assurances remporte avec les Caisses d'Epargne le prix de bronze des Actifs du Patrimoine dans la catégorie Prévoyance individuelle pour la « Prévoyance du Locataire ».

Ce prix récompense les produits financiers collectifs, contrats d'assurance vie ou solutions de prévoyance distribués en France à une clientèle exclusivement patrimoniale. Ils sont analysés sous l'angle de l'innovation et de l'originalité, pour les produits lancés au cours de la période de référence, ou des nouvelles options offertes pendant cette même période pour les produits existants.

Cette offre a connu un succès commercial dans le réseau avec près de 6 000 contrats vendus depuis le début de l'année, et ce dans seulement 7 caisses sur 17. La commercialisation à la France entière est prévue avant la fin de l'année.

Évènements post clôture

CNP Assurances a finalisé le 19 juillet 2013 une opération de gestion de son encours de dette subordonnée. Cette dernière prend la forme d'un rachat partiel de la souche perpétuelle de 1 250 M€ à hauteur de 380 M€. Le financement est réalisé par une nouvelle émission perpétuelle de 500 M\$, placée auprès d'investisseurs asiatiques et européens.

Les opérations de rachat et d'émission nouvelle ont été lancées de façon concomitante. L'objectif de la transaction est de rallonger la maturité moyenne de la dette subordonnée de CNP Assurances, en remplaçant partiellement une souche ayant une date de call en 2016 par une nouvelle souche ayant une date de call en 2019.

La notation des obligations est de A- par l'agence Standard & Poor's, conformément à la méthodologie relative aux titres subordonnés. Les titres émis sont inclus dans le capital réglementaire, ainsi que dans le calcul du capital économique selon Standard & Poor's, dans les limites admissibles.

L'ACTIVITÉ

L'environnement économique et financier

Des marchés guidés par les Banques Centrales

L'actualité économique et financière du premier semestre 2013 a été rythmée, comme en 2012, par les mesures non conventionnelles des principales banques centrales de la planète pour relancer une économie mondiale toujours atone.

La Federal Reserve américaine a maintenu son soutien aux marchés en poursuivant son programme d'achat d'obligations d'Etat et de titres hypothécaires, sous le nom de Quantitative Easing 3. La Banque Centrale Européenne a de son côté continué à apporter des liquidités à long terme à son secteur bancaire via des prêts collatéralisés et surtout a maintenu son engagement de soutenir ses pays membres en cas de crise de la dette souveraine par l'achat illimité d'obligations courtes.

En 2013 la Banque du Japon a lancé début avril un plan de relance monétaire agressif, caractérisé par des injections massives de liquidités et une dépréciation accélérée du Yen. Cette baisse du yen a eu des répercussions sur le marché des devises et contraint de nombreux pays (notamment émergents) à baisser leurs taux pour limiter l'appréciation de leurs devises. Cette politique de change, demeure d'autant plus vive que les perspectives mondiales de croissance n'ont pas montré de signes notables d'amélioration au 1er semestre.

Un contexte économique toujours décevant

L'économie mondiale s'est stabilisée au 1er semestre 2013. La reprise américaine a été compensée par une poursuite de la récession européenne (-0,2% en zone € au 1er trimestre), un léger recul de la croissance chinoise (1,6% au 1er trimestre) et un tassement de la croissance dans les autres pays émergents (0,6% au Brésil). En revanche le Japon, dopé par la baisse de 20% du yen, a affiché une croissance de 0,9%.

Mais des marchés nettement soutenus par les afflux de liquidités

La forte reprise des marchés mondiaux de taux et d'actions, accompagnée d'une baisse significative de la volatilité initiée second semestre 2012 s'est poursuivie jusqu'en mai 2013 avec une baisse des taux sur l'ensemble des dettes souveraines et privées.

La plupart des pays ont ainsi pu émettre à des niveaux historiquement bas : les taux américains à 10 ans ont touché 1,6% en mai 2013, les taux allemands 1,2% et les taux français 1,68%. De même les pays périphériques en Europe ont vu leurs écarts de taux avec l'Allemagne se contracter fortement pour retrouver, courant mai, des niveaux d'emprunt proches des années 2008-09 (avant la crise grecque).

Cette baisse des primes de risque est pourtant intervenue dans un climat d'incertitudes comme l'illustre la crise bancaire chypriote. L'Eurogroupe a conditionné son soutien financier à la mise en place d'un programme drastique de restructuration du secteur bancaire prévoyant la liquidation de la Laïki Bank (2ème banque du pays) et une taxation des dépôts bancaires supérieurs à 100 000 €. Les marchés ont, après quelques jours de tensions, considéré que Chypre resterait un cas isolé. De fait les marchés ont rapidement tourné la page et les primes de risques souveraines se sont rapidement normalisées.

La baisse des taux souverains s'est propagée à l'ensemble des obligations puisque les indices de crédit « investment grade » et « high yield » européens se sont fortement contractés jusqu'à mi-mai. Les entreprises ont profité d'un univers favorable pour émettre un niveau record d'obligations.

La bonne tenue des marchés obligataires a soutenu les marchés actions. Les marchés américains ont enregistré des nouveaux plus hauts historiques. Les marchés européens ont également atteint des plus hauts depuis 2007 (4050 pour le CAC).

Des perspectives encore et toujours dépendantes des banques centrales

Le 1er semestre 2013 a ainsi démontré la dichotomie croissante entre une économie mondiale atone, qui essaie de digérer ses excès de dettes (héritées de la précédente bulle de crédit 2003-07) et des marchés soutenus par des excédents de liquidités (résultant des politiques monétaires ultra expansionnistes des banques centrales).

Cette situation n'est pas sans risque comme l'a prouvé le violent décrochage enregistré sur plusieurs catégories d'actifs à partir de la mi-mai 2013. La simple évocation le 22 mai 2013 par Ben Bernanke, d'une possible réduction des achats obligataires de la Fed dans les mois à venir a déclenché une hausse du dollar et des taux américains (le taux 10 ans est passé de 1,7 à 2,2%). De fait les investisseurs américains ont choisi de déboucler leurs positions de portage en devises engendrant un « krach » des actifs émergents (dettes, actions, devises) qui ont perdu entre 10 et 20%. Cette correction a déclenché un « effet domino » qui a affecté les autres classes d'actifs (crédit privés européens et américaines, actions européennes, dettes souveraines périphériques).

Une correction marquée suite au changement de ton de la Federal Reserve

Cette correction s'est encore amplifiée suite à la publication par la Federal Reserve en juin d'un calendrier de sortie du programme QE3. Ces perspectives ont poussé les taux américains à 10 ans jusqu'à 2,6% entraînant des baisses prononcées sur l'ensemble des classes d'actifs. Ainsi entre le 22 mai 2013 et la fin juin 2013, les actions japonaises ont perdu 15%, les actions émergentes 12%, les actions européennes 10% (le CAC s'inscrivant à 3739 points le 30 juin 2013) et les actions américaines presque 7%.

De même les taux des obligations d'Etat en zone € ont nettement progressé (+50 bps pour le Bund, +80 bps pour l'OAT) et les spreads de crédit se sont fortement écartés (+30 bps sur les signatures « investment grade », +100 sur les obligations haut rendement). L'OAT 10 ans finit ainsi le trimestre à 2,35% contre 2% fin 2012.

L'environnement réglementaire et fiscal

Au cours du premier semestre 2013 l'environnement réglementaire et fiscal n'a pas subi d'évolution susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité de CNP Assurances.

Activité du Groupe CNP Assurances au 30 juin 2013

En normes IFRS et à change courant, le chiffre d'affaires s'établit à 14,0 Md€, en hausse de 5,6 %. La collecte nette* du Groupe est positive et atteint 624 M€ sur le 1er semestre 2013.

Le chiffre d'affaires IFRS en France s'inscrit en retrait de 3,8 %, baisse concentrée sur le segment épargne euro, dont la collecte nette* est de ce fait négative (- 1 064 M€) sur le semestre.

Confirmant la tendance observée au 1er trimestre, l'activité UC est en progression de 15,6 %, portée notamment par La Banque Postale. La collecte nette* en UC est de ce fait positive (+ 186 M€).

L'activité prévoyance/protection (prévoyance, santé et assurance emprunteur) progresse de 2,2 %, portée notamment par le réseau des Caisses d'Epargne et par l'assurance emprunteur.

La croissance de l'activité en Amérique latine atteint + 22,0 % (+ 32,2 % à change constant) à 1,6 Md€ grâce à la bonne dynamique des activités retraite et assurance emprunteur au Brésil. L'activité UC est en hausse de 50,5 % par rapport au 1er semestre 2012 sur la zone.

En Europe hors France, le chiffre d'affaires prend en compte la conclusion d'un contrat de retraite collective pour 420 M€. Hors ce nouveau contrat, le chiffre d'affaires Europe hors France augmente de 38 %, en raison de la reprise de l'activité en Italie après un 1er semestre 2012 historiquement faible et de la progression de l'activité UC sur l'ensemble de la zone (+ 64,2 %).

	Chiffre d'affaires IFRS Groupe par segment			
<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2013	S1 2012	Evolution (%)	Evolution (%) Périmètre et change constants ⁽¹⁾
Epargne	8 829,7	8 829,5	+ 0,0	+ 0,0
Retraite	2 057,3	1 429,5	+ 43,9	+ 49,5
Prévoyance	1 007,9	1 005,7	+ 0,2	+ 2,2
Couverture de prêts	1 673,6	1 569,5	+ 6,6	+ 7,9
Santé	258,3	261,0	- 1,0	- 0,8
Dommmage aux biens	182,9	175,7	+ 4,1	+ 10,9
TOTAL	14 009,6	13 270,8	+ 5,6	+ 6,6

(1) Cours moyen retenu pour le Brésil
 Au 30.06.2013 : 1 € = 2,67 BRL
 Au 30.06.2012 : 1 € = 2,46 BRL

Tableau récapitulatif du chiffre d'affaires par zone géographique et par centre de partenariat / filiale

	Normes IFRS			Normes françaises		
	S1 2013	S1 2012	Evolution (en %)	S1 2013	S1 2012	Evolution (en %)
<i>(en millions d'euros)</i>						
La Banque Postale	4 211,8	4 846,4	- 13,1	4 212,8	4 846,9	- 13,1
Caisses d'Epargne	3 843,8	3 559,7	+ 8,0	3 844,3	3 560,4	+ 8,0
CNP Trésor	268,1	315,2	- 15,0	276,4	315,2	- 12,3
Etablissements financiers France	756,1	735,4	+ 2,8	756,1	735,4	+ 2,8
Mutuelles	465,4	447,6	+ 2,0	456,4	447,6	+2,0
Entreprises et collectivités locales	801,8	836,4	- 4,2	892,2	847,0	+ 5,3
Autres réseaux (France)	39,9	47,4	- 15,9	39,9	47,4	- 15,9
TOTAL FRANCE	10 377,8	10 788,3	- 3,8	10 478,1	10 800,0	- 3,0
CNP Seguros de Vida (Argentine) (1)	30,3	28,5	+ 6,6	30,3	28,5	+ 6,6
Caixa Seguros (Brésil) (1)	1 574,4	1 287,4	+ 22,3	1 771,0	1 497,1	+ 18,3
CNP Vida (Espagne)	48,3	96,4	- 49,9	48,3	96,4	- 49,9
CNP UniCredit Vita (Italie)	1 236,6	699,3	+ 76,8	1 449,3	816,7	+ 77,5
CNP Laiki Insurance Holdings (Chypre)	84,9	94,8	- 10,4	85,5	95,3	- 10,3
CNP Europe (Irlande)	19,4	5,9	NS	19,4	5,9	NS
CNP BVP (Portugal-Espagne-Italie)	157,9	247,6	- 36,2	205,6	300,1	- 31,5
Succursales	479,8	22,6	NS	479,8	22,6	NS
TOTAL HORS FRANCE	3 631,8	2 482,5	+ 46,3	4 089,4	2 862,6	+ 42,9
TOTAL	14 009,6	13 270,8	+ 5,6	14 567,5	13 662,6	+ 6,6

COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec la norme IAS 34 relative aux informations financières intermédiaires. Tel qu'il est prévu dans IAS 34 le groupe CNP Assurances a, par conséquent, appliqué les mêmes méthodes comptables que dans ses états financiers annuels.

En millions d'euro	Segments			Autres	Compte propre	Total S1 2013	Total S1 2012	Variation (%)
	Epargne	Retraite	Risque					
Collecte brute	9 297	2 148	3 123			14 568	13 663	6,6%
Encours moyens						296 910	290 167	2,3%
Chiffre d'affaires	8 830	2 057	3 123	-	-	14 010	13 271	5,6%
PNA total	491	96	539	51		1 178	1 144	2,9%
Revenus du compte propre					419	419	398	5,2%
Coûts totaux						-445	-441	0,8%
Résultat brut d'exploitation						1 152	1 101	4,6%
Charges de financement						-75	-80	-6,5%
IS						-386	-359	7,6%
Intérêts minoritaires						-161	-147	9,9%
Résultat net courant						529	516	2,7%
PV nettes actions & Immob. AFS & Impairment						-12	68	-118,1%
Effet des marchés sur portefeuilles de trading						54	61	ns
Eléments exceptionnels						12	-104	ns
Résultat net						583	540	7,9%

Le résultat brut d'exploitation et le résultat net courant part du groupe hors plus-values sont deux indicateurs majeurs de la communication du groupe CNP Assurances. Ils présentent la caractéristique d'être indépendants du rythme et de l'ampleur de réalisations de plus-values actions et immobilier revenant aux actionnaires et des conséquences des mouvements des marchés.

Le résultat brut d'exploitation (RBE) est composé de trois éléments :

- Le PNA qui correspond à la marge avant frais de gestion générée par les contrats d'assurance,
- Les produits du compte propre qui correspondent principalement aux actifs adossés aux fonds propres,
- Les frais de gestion.

Les deux moteurs du PNA sont constitués par :

- le **chiffre d'affaires** de 14 Md€ (voir commentaires au §2.3).
- les **encours** moyens gérés hors participation aux bénéfices différée ont connu au premier semestre 2013 une progression de 2,3 %, la hausse de l'encours moyen des produits en euros et en unités de compte en France et en Amérique latine compensant la diminution de l'encours moyen sur le reste de l'Europe.

Le PNA total Groupe, qui s'établit à 1 178 M€ au 1er semestre 2013, croît de 2,9 % (et de 6,6 % à change constant) par rapport à la même période de 2012, porté par les activités en France (+2,4 %) et en Amérique latine (+22 % à change constant).

En France la progression de 2,4 % (+14 M€ par rapport au premier semestre 2012 s'explique par des effets de base et par une amélioration des marges :

- En Assurance Emprunteur la forte hausse du PNA (+32 M€) résulte de la progression de l'activité et de l'amélioration de la sinistralité, dans le prolongement de celle constatée en fin d'année 2012,
- En Epargne, la croissance du PNA (+13 M€) est liée à la progression des encours et à un mix produits favorable,
- En Risque, la baisse du PNA (-25 M€) provient d'un effet de base en 2012 défavorable (-20 M€) et de la dégradation de la sinistralité des frais de soins de santé de la prévoyance collective.

En Amérique latine, la croissance du PNA de 22 % à change constant (+98 M€) repose sur tous les segments d'activité et principalement sur la contribution du segment Emprunteur.

Le PNA de la zone Europe hors France diminue de 36 M€ (-27,6 %), pénalisé par la baisse du PNA Epargne de CNP Vita liée à la baisse des encours ainsi que par la baisse de l'activité et des marges techniques de l'activité Emprunteur en Europe du Sud.

Les **revenus du compte propre** augmentent de 21 M€ pour s'élever à 419 M€ (+5,2 %).

Frais de gestion

Les coûts du groupe sont en légère progression de 0,8 %.

En France, l'ensemble des frais est resté au même niveau qu'au premier semestre 2012 à 289 M€.

En Amérique latine les frais de gestion (106 M€) progressent de 3 % et de 12% à change constant. Leur évolution, en partie liée à l'inflation locale de l'ordre de 6 %, accompagne le développement commercial de l'activité.

En Europe hors France, les frais de gestion sont stables à 50 M€.

Le résultat brut d'exploitation progresse de 4,6% sous l'impulsion de l'Amérique latine (+16,7 %, +26,4 % à change constant) et dans une moindre mesure de la France (+1,3 %). L'Europe hors France étant en repli (-25,2 %).

Les charges de financement (75 M€) s'inscrivent en diminution de 5 M€ du fait d'un remboursement de titre subordonné en mai 2013 et de la baisse des taux.

Le taux d'impôt sur les sociétés croît de 0,7 point à 35,8 % du fait de la part croissante du Brésil dans les revenus (taux brésilien à 40 %).

La croissance des intérêts minoritaires est en lien avec le poids de l'international, notamment de l'Amérique latine dans la formation du résultat.

Pour ces différentes raisons le résultat net courant progresse de 2,7 % à 529 M€.

Dans le bas du compte de résultat sont isolés les effets des marchés financiers et les éléments non courants.

Les plus-values nettes actions et immobilier et « impairments » de -12 M€ au 30 juin 2013 recouvrent d'une part des dégagements de plus-values actions et immobilier réalisées dans le cadre d'un programme pluriannuel et d'autre part une dépréciation de la participation chypriote pour 50 M€ et une provision pour perte sur les autres actifs chypriotes de 13 M€.

La ligne « Éléments non courants » qui comprenait au 30 juin 2012 un renforcement de provision générale de 104 M€ après impôt correspond au 30 juin 2013 essentiellement à un mouvement technique de provision.

Le résultat net publié ressort à 583 M€ en hausse de 7,9%. A change constant il s'élèverait à 594 M€, ce qui représenterait une progression de résultat de 10 %.

Bilan consolidé au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, le total du bilan consolidé s'élève à 359,6 milliards d'euros au total contre 353,2 milliards d'euros au 31 décembre 2012 soit une évolution de +1,8 %.

Sur cet ensemble, les passifs relatifs aux contrats représentent 313,4 milliards d'euros au 30 juin 2013, en retrait de 0,5% par rapport au 31 décembre 2012 en raison d'un montant inférieur de participation aux bénéfices passive (15,3 Md€ au 30 juin 2013 contre 19,1 Md€ au 31 décembre 2012) du fait d'un montant de réévaluation des actifs inférieur.

Hors variation de participation aux bénéfices différée, les passifs relatifs aux contrats s'élèvent à 298,1 Md€, montant légèrement supérieur à celui du 31 décembre 2012 (295,8 Md€).

Les capitaux propres part du groupe qui comportent les titres super subordonnés (2 522 M€) conformément à la réponse de l'IFRIC de novembre 2006 sont de 14 405 M€ en progression de 258 M€ par rapport au 31 décembre 2012. L'évolution des capitaux propres s'explique principalement par le résultat du premier semestre 2012 (+583 M€), le paiement en espèces du dividende 2012 aux actionnaires qui n'ont pas opté pour le paiement du dividende en actions (-56 M€), les effets de la réévaluation (-170 M€) et des écarts de conversion (-62 M€) sur les capitaux propres.

Couverture de la marge de solvabilité

Le calcul de marge de solvabilité, effectué sur la base des fonds propres consolidés selon les normes françaises conformément aux modalités définies par l'Autorité de Contrôle Prudentiel, montre que le niveau minimum de la marge réglementaire de solvabilité des entreprises d'assurances est couvert à 116% hors plus-values non réalisées comme au 31.12.2012 (112% publiés auxquels s'ajoute le dividende en actions).

Évolution des placements consolidés et gestion financière

Les placements des activités d'assurance du Groupe CNP Assurances au 30 juin 2013 atteignent 335 Md€ contre 333,5 Md€ au 31 décembre 2012, en progression de 1,5 Md€.

Les placements sont pour l'essentiel comptabilisés à la juste valeur à l'exception des placements conservés jusqu'à l'échéance et des placements immobiliers n'entrant pas en représentation des contrats en unités de compte qui sont enregistrés au coût amorti.

Les titres disponibles à la vente représentent, au 30 juin 2013 76,3 % des placements ventilés par intention de gestion, les titres de transaction 19,7 %, les titres conservés jusqu'à l'échéance et les autres placements (essentiellement les immeubles de placement et les prêts) 4%.

FACTEURS DE RISQUES

Après avoir procédé à une revue de ses risques le groupe CNP Assurances considère qu'il n'existe pas de risques autres que ceux présentés en pages 60 à 72 et pages 215 à 225 du document de référence 2012.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

CNP Assurances a annoncé quatre axes stratégiques:

- développer et enrichir notre offre pour renforcer nos partenariats LBP et BPCE,
- déployer l'assurance emprunteur, la prévoyance et l'épargne haut de gamme en Europe en modèle ouvert,
- développer la prévoyance collective auprès des TPE/PME et du secteur public local en lien avec nos partenaires mutualistes et paritaires,
- renforcer notre position de marché au Brésil, en capturer la croissance, et saisir les opportunités en Amérique latine.